

Islam : L'ennemi fabriqué

Un devoir de vérité

Par [Silvia Cattori](#)

Mondialisation.ca, 16 novembre 2008

[Le site de Silvia Cattori](#) 16 novembre 2008

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Désinformation médiatique](#), [Politique et religion](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

« Viendra un temps où les responsables des crimes contre l'humanité, qui ont accompagné le conflit israélo-palestinien et d'autres conflits de notre époque, seront appelés à répondre devant les tribunaux des hommes ou de l'histoire, avec leurs complices et tous ceux qui, en Occident, ont choisi le silence, la lâcheté et l'opportunisme ». (*)



Les va-t-en guerre se sont appuyés sur des attentats isolés, aux origines mal élucidées, pour incriminer tout à la fois, Oussama Ben Laden, Saddam Hussein, les Palestiniens, les « musulmans » en général, et influencer sur notre perception [1].

Pour justifier leurs guerres unilatérales, et légaliser, sous le masque d'une « guerre mondiale au terrorisme », leurs violations des droits des peuples et du droit international, il leur fallait commencer par mentir et fabriquer un ennemi.

Est-il besoin de rappeler que, avant d'envahir l'Irak en 2003, l'administration Bush avait présenté de faux documents de façon à accréditer la possession d'« armes de destruction massive » par le Président Saddam Hussein et une responsabilité irakienne dans les attentats du 11 septembre 2001 ?

Cette falsification monstrueuse n'était que l'un des innombrables mensonges répandus pour entraîner le monde entier dans des guerres criminelles à répétition.

Depuis 2005, grâce à l'enquête confiée par le Conseil de l'Europe au sénateur suisse Dick Marty [2], nous savons comment, dans le cadre de cette prétendue « guerre au terrorisme », les officiers de la CIA et du FBI ont fait transférer dans des prisons secrètes,

pour y être sauvagement torturés, nombre de musulmans kidnappés au hasard. Nous savons également comment des pays européens ont étroitement participé à ces activités, contrairement aux principes fondamentaux dont ils se réclament. [3]

Mais nous sommes très loin d'imaginer toute la mesure dans laquelle ces pouvoirs se servent de journalistes et d'agences de « relations publiques » [4] pour répandre la peur de façon à imposer une fausse perception des choses.

« *On est dans un moment épouvantable. Le milieu intellectuel parisien est dans une dérive parareligieuse, dans une islamophobie latente (...) Il n'y a aucune raison d'avoir peur de l'Islam* » répondait l'intellectuel français Emmanuel Todd au journaliste qui lui demandait s'il n'avait pas « peur des musulmans ». [5]

Pourtant, en Occident, cette peur des musulmans est bien là, palpable.

Il a suffi aux idéologues, adeptes du « choc des civilisations », d'associer l'Islam au « terrorisme », le port du voile au « fanatisme », pour distiller insidieusement un sentiment d'insécurité et créer un profond rejet contre cette religion. On doit malheureusement constater que la majorité des grands médias ont fait largement écho à leurs arguments racistes – délibérément ou par ignorance – contribuant ainsi à amplifier cette vaste intoxication.

Nous en sommes les témoins directs. Des journalistes, des journaux à grand tirage, des présentateurs télévisés, ont abusé de manière stupéfiante de leur position.

Chacun de nous peut se souvenir de tel ou tel commentateur, ou envoyé spécial en Irak ou en Palestine, qualifiant de « terroristes » ceux qui se dressaient contre l'envahisseur, alors qu'il s'agissait de résistants. Ou encore de tel autre journaliste faisant systématiquement passer des idées grotesques, sur le voile et la « charia » (la loi musulmane), pour entretenir l'impression que les musulmans « *ne sont pas comme nous* », n'acceptent pas « *nos* » valeurs, saisissant toute occasion de les associer au « *fanatisme* », à l'« *arriération* », à l'« *oppression* » de la femme [6].

Sans ces féroces campagnes de dénigrement de la culture et des traditions de la société arabe, le développement des préjugés islamophobes n'aurait jamais pu prendre une telle dimension. Et l'indifférence des gens demeurer si totale, malgré les images insoutenables de détenus torturés, ou de civils déchiquetés par les bombardements, en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan.

Il faut appeler les choses par leur nom. Ce qui nous a été présenté comme une guerre pour « *restaurer la loi et la sécurité* », était ni plus ni moins une guerre islamophobe. Une guerre totalement instrumentalisée par des intervenants dévoués à la défense des intérêts d'Israël au Moyen Orient avant tout.

Dans des pays comme la Suisse ou l'Italie, par exemple, où l'on n'avait jamais connu d'attentats pouvant être attribués à des Arabes ou à des musulmans, des personnes qui n'avaient rien à se reprocher, ont été ciblées en raison de leur appartenance religieuse. Et – dans tous les milieux sociopolitiques – dès les années 2000 surtout, les gens ont commencé à regarder avec de plus en plus de méfiance les femmes portant le foulard et les fidèles qui fréquentaient les mosquées.

Cette criminalisation, consciente ou non, d'une population importante (l'Union européenne

compte 15 millions de musulmans), avait une motivation éminemment politique. Elle devait préparer l'opinion publique à adhérer à la guerre ou à l'accepter.

La criminalisation des musulmans a servi à cela : à conditionner l'opinion pour que nul n'aille s'apitoyer sur les souffrances que nos « *défenseurs des libertés* » leur faisaient endurer ; et aussi à préserver les criminels étatiques de toute critique.

Cette politique cynique, à laquelle des journalistes asservis ont indéniablement contribué, porte un nom : « *stratégie de la tension* ». Une stratégie qui consiste à cibler et dénigrer des citoyens ordinaires, -ici des musulmans respectueux des lois- à les accuser de choses absurdes et, le moment venu, à leur attribuer les provocations ou les attentats que des agents clandestins étatiques ont préparés à cet effet, ou - et cela se produit plus souvent qu'on ne l'imagine- ont parfois eux-mêmes perpétrés.

Ce n'est pas une fiction. Dans un ouvrage intitulé « Les armées secrètes de l'OTAN » [7], l'historien suisse Daniele Ganser a montré comment, durant la « guerre froide », les Etats-Unis, et leurs alliés européens, se sont servis d'un réseau clandestin formé par l'OTAN, en association avec la CIA, appelé « *Gladio* », pour fomenter des attentats meurtriers et ensuite les attribuer aux communistes. Vincenzo Vinciguerra, qui a participé à la préparation de ces attentats à la bombe contre des innocents, a confirmé par la suite que le but recherché par ces massacres était de provoquer la panique et de pousser les autorités vers un régime autoritaire.

Aujourd'hui, les mêmes manipulations ne sont-elles pas toujours à l'œuvre, à notre insu ?

Mais, cette fois, les manipulateurs étatiques ne ciblent plus les gauchistes et les communistes, comme durant les années 60-80 ; ils ciblent les Arabes et les musulmans. Chaque attentat est tout de suite mis à profit par ces « *spécialistes du terrorisme* », appelés à les commenter et les expliquer, pour relancer le débat et accroître la méfiance vis-à-vis de l'Islam.

Il n'y a, en général, aucune réaction pour contester l'arbitraire et les falsifications. [8] Il est donc d'autant plus aisé, de répandre des fausses nouvelles, que les médias traditionnels ne montrent aucune propension à aller enquêter, comme il se devrait, pour vérifier si les versions officielles sont plausibles. [9]

Les citoyens, pris dans la désinformation, sont loin de s'imaginer que leurs autorités, aidées par le quatrième pouvoir, pourraient tremper, de près ou de loin, dans la mise en place de stratégies contraires à leur intérêt, et on les comprend.

Mais, aujourd'hui, quelque chose est en train de changer : les victimes commencent à sortir la tête de l'eau et à parler [10]. Et, pour certaines d'entre elles, à exprimer leur amertume vis-à-vis de ces journalistes et journaux qui ont été à l'origine de leur descente aux enfers. Il est urgent de les écouter. Et de lever le voile sur cette sombre période.

Les deux exemples qui suivent concernent des personnalités très différentes, mais qui ont une chose en commun : ils ont été l'objet d'accusations, aussi infondées que dévastatrices, de la part de médias clairement orientés.

Les mensonges qui tuent : le cas de Youssef Nada.

M. Nada, ingénieur et banquier italien d'origine égyptienne, est une des victimes de ces

campagnes médiatiques mensongères. Suite aux accusations d'une poignée de journalistes, il a été inscrit sur la liste noire de l'ONU. Bien que son innocence ait été confirmée par les tribunaux, ses biens restent gelés et il demeure, depuis 2001, assigné à résidence dans la minuscule enclave de Campione d'Italia. [11]

Il dirigeait une société bancaire florissante dans la ville suisse de Lugano, quand un article de Guido Olimpio, paru sur le « *Corriere della Sera* » [12], l'a brutalement frappé. Le journaliste l'accusait alors de financer le groupe palestinien du Hamas. Groupe que l'occupant israélien considérait comme « terroriste » et visait à faire cataloguer comme tel par les pays occidentaux.

C'était en 1997. Ce qui confirme que la stratégie de criminalisation était déjà à l'œuvre bien avant les attentats du 11 septembre 2001. L'accusation formulée contre lui a eu des conséquences terriblement lourdes. Bien qu'elle ait été dûment démentie, elle a été reprise sans vérification par d'autres journalistes et a ainsi continué à faire les grands titres de la presse internationale [13]. Pour finir par se transformer en « vérité ».

Le doute et l'opprobre jeté sur M. Nada a permis, dans un premier temps, de stigmatiser cet éminent opposant politique au régime dictatorial du Président Moubarak (un allié des Etats-Unis et d'Israël) et de discréditer l'association des Frères musulmans, dont M. Nada est également une des personnalités les plus respectées.

Dans un second temps, les accusations du « *Corriere della Sera* » ont permis au FBI de désigner M. Nada lors des attentats du 11 septembre et de faire de lui un coupable.

C'est ainsi que, le 7 novembre 2001, M. Nada a sursauté en entendant le Président des Etats Unis en personne dire, sur une chaîne télévisée, que la société Al Taqwa, qu'il dirigeait à Lugano, était le principal pourvoyeur de fonds d'Oussama Ben Laden.

Sur quelle preuve M. Bush pouvait-il bien fonder une si énorme accusation ? Le seul élément jamais présenté par le FBI, aux autorités suisses, reste l'article du « *Corriere della Sera* » écrit par Guido Olimpio en 1997.

Ce qui aurait pu ne rester qu'une accusation sans fondement, était devenu une « vérité » officielle planétaire permettant de légitimer des sanctions illégales et des guerres.

Cette fois ce n'était pas seulement avec le mouvement palestinien Hamas que M. Nada était accolé ; mais avec le « diable » en personne ! Oussama Ben Laden ! Cette fois M. Nada était brûlé.

Comme il le dit lui-même, dans le film que lui a consacré Andrea Canetta : « *Calomnier quelqu'un de mon âge revient à le tuer avant qu'il ne meure. Ils m'ont assassiné. Le fait que je me tiens debout devant vous ne signifie pas que je sois vivant, Ils m'ont tué, moi et ma famille, ma réputation. Ils ont détruit tout ce que j'avais construit au cours de ma vie* » [14].

Basé sur un pur mensonge, un engrenage kafkaïen venait de se mettre en place. Depuis sept ans, M. Nada en est réduit à se battre devant les tribunaux et devant l'opinion publique pour que justice lui soit enfin rendue.

Le mal est fait. Même si, demain, justice lui était rendue, sa vie a déjà été massacrée.

Le cas de Kassim Britel.

C'est une autre histoire horrificante. Elle concerne cet Italien d'origine marocaine, victime, comme des milliers d'autres musulmans, d'une de ces opérations criminelles de la CIA appelées « *extraordinary renditions* ».

M. Kassim Britel voyageait au Pakistan quand, le 10 mars 2002, il a été enlevé par les Services de renseignement pakistanais. Il a été torturé, puis « vendu », oui vendu, aux officiers du FBI et de la CIA [15]. Ces derniers l'ont torturé à leur tour et lui ont promis argent et liberté s'il acceptait d'espionner des musulmans. Comme il a refusé, ils l'ont livré aux Services secrets marocains afin qu'ils l'interrogent et le torturent encore. Il est toujours dans leurs mains à ce jour, alors même que son innocence a été démontrée, et malgré la pressante invitation au gouvernement italien, contenue dans la Résolution du Parlement européen sur les « vols secrets de la CIA », pour que l'Italie « *fasse des pas concrets pour sa libération* ».

Ici aussi, il y a une famille traumatisée par la manière avec laquelle on a transformé un mari, un fils, un frère, en « criminel ». Ici aussi ce sont les accusations, jamais prouvées, d'un journaliste qui ont été, semble-t-il à l'origine de la diabolisation de la victime.

Son épouse raconte son calvaire d'une voix douce. « *Mon époux a été calomnié d'une manière très lourde par quelques journalistes qui, semble-t-il, diffusent ce que veulent les services secrets* ». Raison pour laquelle Mme Britel a ouvert une action en justice contre les quotidiens italiens, « *Il Corriere della Sera* » et « *Libero* ».

« *Déjà en 2001, quatre mois avant que mon mari ne soit enlevé illégalement et remis à des agents de la CIA au Pakistan, Guido Olimpio avait écrit un article dans lequel il le présentait comme un dangereux terroriste. J'étais très en colère. Il disait qu'il était toujours en voyage, qu'il était membre d'un réseau terroriste islamiste, qu'il fournissait de faux papiers d'identité, que nos noms et adresses avaient été trouvés à Kaboul, et que, sous couvert d'une vie anonyme et tranquille, il disparaissait périodiquement. Il parlait de passeports vierges volés dans notre ville, de sa prétendue appartenance au « Groupe salafiste pour la prédication et le combat, associé à Oussama Ben Laden* ».

Ce n'étaient que de pures inventions ! Mon mari menait une vie normale. Comment un journal peut-il accepter que l'on invente des choses pareilles dans un pays civilisé ? Je n'arrivais plus à raisonner. Je me disais : regarde ce qu'ils nous ont fait ! Tout cela a détruit notre famille. Ils veulent m'incriminer moi aussi parce que je défends mon époux, parce que je porte le foulard.

Le journaliste ne présentait jamais aucune preuve justifiant le contenu de ses dénonciations. En le lisant, je me disais qu'il ne parlait pas de mon mari, que tout cela était absurde, qu'il parlait de quelqu'un d'autre, qu'il inventait ces choses pour faire le portrait de celui qu'il voulait faire passer pour un « terroriste dormant ». Tout ce qu'il disait n'avait rien à voir avec la réalité. C'étaient des affirmations gratuites qui ne reposaient sur rien. Malgré cela, il est revenu à la charge plusieurs fois pour dire des mensonges présentés comme de graves révélations mettant en cause mon mari.

C'est dans le contexte délétère de la radicalisation raciste ayant suivi les attentats du 11 septembre, que le « *Corriere della Sera* », a édité à 2 millions d'exemplaires le pamphlet islamophobe d'Oriana Fallaci « *La rabbia e l'orgoglio* » [16] [La Rage et l'Orgueil] qui qualifiait l'Islam de « nazifascisme » et appelait à la haine contre les musulmans.

Je me rappelle que, le 19 novembre 2001, j'ai trouvé une foule de journalistes qui m'attendaient sur mon lieu de travail. Et que, les 20 et 21 novembre, il y a eu une dizaine d'articles. Les plus lourdement accusateurs étaient ceux du « Corriere della Sera ». [17]. Les gens que je rencontrais me disaient « Tu as lu le titre du Corriere ? ».

Quand je lisais ces choses, cela me tombait dessus. Même si je voulais réagir, je ne pouvais pas. J'étais paralysée. J'ai dû m'enfuir de ma maison.

J'ai écrit au Président, aux ministres. Depuis des années je demande justice. Le fait qu'il soit innocent n'a pas servi à rendre à Kassim sa liberté et à lui restituer son honneur. Sa vie est en péril. Je suis fatiguée et indignée. Nous sommes des citoyens sans droits.

Quand, suite à ma dénonciation pénale, Guido Olimpio a été convoqué et interrogé par la police judiciaire il a déclaré : « Les informations proviennent de divers organes du Renseignement italien et aussi étrangers par voie confidentielle ». Etait-ce une manière de ne pas avouer qu'il avait menti du début à la fin ?

Je tiens à souligner que le rôle du gouvernement Berlusconi et de ses Services secrets – alors dirigés alors par Franco Frattini [18] – est fondamental dans cette affaire. Ils étaient au courant de l'arrestation de mon mari et de ce qu'il subissait, et ils ne me le disaient pas. Les polices collaboraient avec les services de la CIA, du Pakistan et du Maroc, en dehors du cadre légal, comme cela est démontré dans les actes de l'enquête italienne, fermée et archivée en septembre 2006 ».

Pourquoi ont-ils agi ainsi ?

« Il y a un épisode qui l'explique. Nous étions en 2001, peu avant la réunion du G8 à Gênes. Les médias étaient remplis d'articles qui annonçaient que des groupes « extrémistes islamistes » se préparaient à aller au G 8 verser « du sang infesté » sur les forces de l'ordre. C'est durant cette période que la police a mis sous enquête tous les musulmans qui fréquentaient les mosquées et a perquisitionné leurs foyers. En juillet, quand notre maison a été perquisitionnée, Kassim était en voyage au Pakistan. C'est précisément à cette époque que les titres des journaux mettaient l'Italie en émoi en annonçant la probabilité d'attaques imminentes d' « islamistes ». A noter que, lors de la réunion du G 8, il n'y a eu aucune attaque organisée par des musulmans. En revanche, il y a eu des provocations et des violences policières.

Deux mois après la fermeture du dossier de Kassim par la justice, le 29 septembre 2006, le « Corriere della Sera », qui avait toujours fait ses grands titres pour diffamer mon mari et l'associer au terrorisme international, aux Talibans et à Ben Laden, en l'appelant de manière impropre « El Kassim », a publié une petite note en page 13, sous le titre : « Terrorisme, accusations inconsistantes pour Britel ». Ainsi, celui que Guido Olimpio avait toujours appelé « El Kassim » était devenu soudain « Britel » au moment où il était innocenté.

Les lecteurs n'allaient pas forcément faire le lien entre le « terroriste » fabriqué de toutes pièces, et l'honnête homme qui avait injustement subi presque sept années d'emprisonnement et de tortures. Il ne sera pas rappelé non plus que « Britel » avait été victime des abominables « renditions » et détentions secrètes illégales de la CIA, condamnées par le Conseil de l'Europe et le Parlement européen. Ceci pour dire, en conclusion, que les lecteurs auront été désinformés jusqu'au bout ».

Comme cela apparaîtrait, au travers de ces deux cas révoltants, la priorité des médias en général, n'est pas d'attirer l'attention du monde sur les souffrances provoquées par les violations du droit international perpétrées par des grandes puissances, dans le cadre de cette « lutte contre le terrorisme ». La priorité est d'inonder les gens et les librairies d'articles et d'ouvrages évoquant un lien entre « islam et terrorisme ». La priorité est d'entretenir la peur du « *terrorisme religieux* », cette « *hydre menaçante à cent têtes* » qui « *étend sa progression jusqu'au seuil de nos portes* » [19].

La déshumanisation des Arabes est une arme de guerre. Une arme, que l'Etat colonial israélien a toujours utilisée avec un évident succès. C'est ainsi que les Palestiniens ont toujours été maltraités et présentés abusivement par leur occupant comme « terroristes ».

Pendant ce temps, derrière le paravent de prétendus « processus de paix », Israël a réussi à entraîner « l'Occident » dans sa confrontation militaire avec le monde arabe et à lui faire adopter son système « orwellien » de surveillance des populations. Transformant ainsi son conflit régional en confrontation globale, en une guerre mondiale contre l'Islam.

Cet état de guerre qui humilie et ensanglante les peuples du Moyen Orient depuis 60 ans, et qui maintient l'opinion publique sous le règne du mensonge, a déjà trop duré.

« Aujourd'hui, alors que notre planète est « minée » par d'innombrables conflits entre groupes, entre Etats, et même entre sphères culturelles, nous avons un énorme besoin d'un « journalisme de la paix » qui nous offre des clés pour comprendre ces conflits, qui nous donne des éléments pour saisir les contradictions qu'ils reflètent, et qui nous propose des pistes de réflexion sur la manière de les transformer et transcender . » [20]

Pour contribuer à mettre un terme à ces cruels conflits, il ne faut pas avoir peur de dire la vérité, même si cela n'a rien d'agréable. Car il est encore bien plus désagréable de découvrir les souffrances endurées par des innocents injustement condamnés.

Mais, comme le dit si justement le journaliste Alan Hart :

« L'enfer, c'est lorsque vous comprenez que votre vie touche à son terme et que vous n'avez pas mobilisé tous vos talents et toutes vos ressources autant que vous auriez pu le faire afin de changer quelque chose - c'est-à-dire que l'enfer, c'est le moment où vous prenez conscience, après mûre réflexion, que vous avez gâché votre vie. Le Paradis, en revanche, c'est la prise en considération de l'approche de votre mort sans crainte, parce que vous savez qu'au contraire, vous avez fait de votre mieux pour changer, aussi peu que ce soit, le monde. » [21]

(*) ISM-Italia

[1] Sur les « stratégies du mensonge dans la politique contemporaine » et le fonctionnement de la falsification lire l'ouvrage : « La fabbrica del falso » de Vladimiro Giacchè, *Derive-Approdi*, 2008.

[2] Voir :

► « [Allégations de détentions secrètes et de transferts illégaux de détenus concernant des Etats membres du Conseil de l'Europe](#) », Rapport de M. Dick Marty à la *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de*

l'Europe, 12 juin 2006.

▶ « [Détenues secrètes et transferts illégaux de détenus impliquant des Etats membres du Conseil de l'Europe : 2e rapport](#) », Rapport de M. Dick Marty à la *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*, 7 juin 2007.

▶ Le Parlement européen a, de son côté, réalisé une enquête approfondie instituant le TDIP ([Temporary Committee on the alleged use of European countries by the CIA for the transportation and illegal detention of prisoners](#)).

[3] Voir : « [Jean-Claude Paye : Les lois antiterroristes. Un acte constitutif de l'Empire](#) », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 12 septembre 2007.

[4] Voir à ce sujet :

▶ « [Opération Balkans : publicité pour la guerre et la mort](#) », par Jörg Becker et Mira Beham, *Horizons et débats*, 11 novembre 2008.

▶ « [Comment la machinerie croate des relations publiques s'est mise à polariser l'opinion avec l'aide de « Ruder Finn »](#) », extraits du livre « *Kriegstrommeln – Medien, Krieg und Politik* » de Mira Beham, *Horizons et débats*, 12 novembre 2008.

[5] Voir : « [Le milieu intellectuel parisien est dans une islamophobie latente](#) », Interview d'Emmanuel Todd, *El Watan*. 3 novembre 2008.

[6] Les partisans de la manière forte avec les Arabes et les musulmans, les plus remarquables : [Daniel Pipes](#) aux Etats-Unis ; le « philosophe » Alain Finkielkraut, un peu l'équivalent français d'Oriana Fallaci ; le journaliste Alexandre Adler.

A la veille de la guerre contre l'Afghanistan, ce dernier prétendait qu'elle aurait le mérite de libérer les femmes de la Burka. Dans le *Figaro*, du 8 novembre 2008, il a fait l'éloge de Bush, cet allié docile d'Israël pour que l'on n'oublie pas d'« *instruire à décharge et de reconnaître le grand courage du président à l'heure de l'épreuve, sa détermination à porter le fer au cœur du dispositif ennemi, en Irak* » ; [voir cet article](#).

[7] Voir : http://www.voltairenet.org/librairie/product_info.php?products_id=65

Voir également : « [Le terrorisme non revendiqué de l'OTAN](#) », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 29 décembre 2006.

[8] En pleine offensive israélienne, Guido Olimpio a lancé de très graves accusations pour criminaliser, à nos yeux, l'adversaire d'Israël, donc celui qui se trouvait du côté des agressés. Voir : « [Droga e viagra, così si finanzia Hezbollah](#) », par Guido Olimpio, *Corriere della Sera*, 22 juillet 2006.

[9] Les journalistes qui remettent en question l'histoire officielle et en démontrent les points faibles sont ostracisés, contraints de s'exiler, comme Christopher Bollyn, journaliste d'investigation pour *American Free Press* ; ou poursuivis en justice, comme l'Allemand Jürgen Cain Külbel.

[10] Voir : « [Sami El Haj, journaliste d'Al-Jazira, témoigne](#) », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 18 juillet 2008.

Moazzam Begg, autre rescapé de Guantanamo raconte son histoire dans le livre : « *Enemy Combatant : The Terrifying True Story of a Briton in Guantanamo* ».

[11] Voir :

- ▶ « [L'incroyable histoire de Youssef Nada](#) », par Silvia Cattori, *mondialisation.ca*, 13 juin 2008.
- ▶ « [Youssef Nada : Pour nous le mal est déjà fait](#) », par Silvia Cattori, *mondialisation.ca*, 30 octobre 2008.

[12] Chef de la rubrique étrangère du « *Corriere della Sera* » dès 1987. Correspondant en Israël de 1999 à 2003.

- ▶ Voir l'article : « [Hamis perde metà del tesoro](#) », par Guido Olimpio, *Corriere della Sera*, 20 octobre 1997.
- ▶ Voir également la [notice concernant M. Olimpio](#), sur le *Site officiel de Youssef Nada*.

[13] Richard Labévière, journaliste de radio *RFI*, a repris les accusations d'Olimpio. Dans le documentaire, diffusé par la télévision suisse *TSR*, il associait M. Nada à l'attentat de Luxor en 1998, où 60 touristes, en majorité suisses, avaient été tués. Ce qui a conduit la Procureure suisse de l'époque, Mme Carla Del Ponte, à interroger M. Nada. Elle a conclu que les informations selon lesquelles Al Taqwa – la société de M. Nada – finançait le terrorisme, émanaient « des services », et que « M. Nada et sa société, n'avaient rien à voir avec le terrorisme » (*Corriere del Ticino*, 2 juin 2006). Les journalistes en question ont néanmoins continué, durant des années, à écrire des livres et des articles qui faisaient de M. Nada un suspect

[14] Voir sous ce lien, le film d'Andrea Canetta sur Youssef Nada – intitulé « Nel nome dell'uomo » – diffusé le 2 novembre 2008 par la *Télévision suisse italienne* : <http://www.rtsi.ch/trasm/storie/welcome.cfm?idg=0&ids=0&idc=35702>

[15] Pour plus d'information sur M. Britel, voir :

<http://www.giustiziaperkassim.net>

Voir également :

- ▶ « [Résolution du Parlement européen sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers \(2006/2002\(INI\)\)](#) ».
- ▶ [Rapport 2008 d'Amnesty International Italie](#) .
- ▶ « [Italy : A briefing to the UN Committee against Torture](#) », *Amnesty International*, 2007.
- ▶ « [Pakistan. Les droits humains bafoués au nom de la « guerre contre le terrorisme](#) ». Synthèse », *Amnesty International*, 29 septembre 2006.

[16] Un article d'Oriana Fallaci, publié le 25 septembre 2001 par le « *Corriere della Sera* », où elle réagissait aux attentats du 11 septembre, et qui deviendra un livre : « La Rage et l'Orgueil », *Plon*, 2002 (éd. italienne : 2001) ; « La Force de la Raison », *Rocher*, 2004.

Les allégations islamophobes d'Oriana Fallaci ont été démontées par divers auteurs :

- ▶ Stefano Allievi : « Niente di personale, signora Fallaci », *Aliberti*, 2006.
- ▶ Stefano Allievi : « Ragioni senza forza forze senza ragione : una risposta a Oriana Fallaci », *EMI*, 2004.
- ▶ Giancarlo Bosetti : « Cattiva maestra », *Marsilio*, 2005.

[17] L'article que Mme Britel considère comme le plus cruel : « [Da Bergamo a Kabul : così il marocchino reclutava militanti](#) », 20 novembre 2001 – *Corriere della Sera*. Olimpio Guido.

Autres articles :

- ▶ « [El Kassim, l'insospettabile di Bergamo che arruolava volontari della Jihad](#) Guido

[Olimpio](#) », *Publicato il 20 novembre 2001 - Corriere della Sera*.

► Le 22 mai 2003, alors que M. Britel était de nouveau soumis à torture et détenu en secret, M. Olimpio le disait impliqué dans le massacre de Casablanca ; voir : « [Il mistero di El Kassim, da Bergamo a Casablanca \(via Kabul\)](#) », par Guido Olimpio, *Corriere della Sera*, 22 mai 2003.

Mme Britel suppose que M. Olimpio connaissait une note « réservée » des Services qui précisait que les autorités du Maroc ne le considéraient pas comme impliqué dans cet attentat.

[18] L'actuel Ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini, était « [Ministre en charge de la coordination des Services d'information et sécurité](#) » du 11.6.2001 au 13.11.2002.

[19] Rhétorique que l'on trouve dans le recueil des articles de Guido Olimpio : « La rete del terrore », *Sperling & Kupfer*, 2002.

[20] Voir : « [Journalisme de guerre et guerre contre le journalisme](#) », par Abbas Aroua, *Fondation Cordoue de Genève*, 27 juin 2008.

[21] Alan Hart, ancien correspondant en chef, au Moyen-Orient, de la chaîne britannique « *Independent Television News* » [ITN] ; présentateur de la célèbre émission de la BBC, *Panorama*, auteur de l'ouvrage « Le sionisme : Le véritable ennemi des juifs » (« [Zionism : The Real Enemy of the Jews](#) »)



Copyright Silvia Cattori

Silvia Cattori est journaliste indépendante en Suisse.

La source originale de cet article est [Le site de Silvia Cattori](#)

Copyright © [Silvia Cattori](#), [Le site de Silvia Cattori](#), 2008

Articles Par : [Silvia Cattori](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca